

**1988**  
**n° 142**  
PRIX : 38 F

# statistiques et études générales

I.S.S.N. 0291-9206

## Tableau de bord de l'amélioration Entretien du logement

(Edition 1987)

# Le Bureau de l'Information Statistique et de la Diffusion

propose aux lecteurs des publications  
de la **DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES  
ET INTERNATIONALES** :

- **L'accès au fichier** des statistiques  
de la construction neuve
- un service de renseignements téléphoniques  
**45.75.62.58, poste 46-47**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Équipement,  
et du Logement

STATISTIQUES  
ET ETUDES  
GENERALES

**N° 142**

Bulletin rédigé par la sous-Direction des Actions  
Statistiques de la Direction des Affaires  
Economiques et internationales.

34, rue de la Fédération - 75015 Paris  
Tél. : 45.75.62.58 - poste 46-47

Diffusé par :

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07  
TEL. : 40.15.70.00  
TELEX : 204826 DOCFRAN PARIS

Le numéro : 38 FF

L'abonnement (10 numéros) : France et étranger :  
365 FF

Commande adressée à :

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
124, rue Henri-Barbusse, 93308 AUBERVILLIERS  
CEDEX

Règlement à réception de la facture :

Bureaux de vente :  
29, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07  
165, rue Garibaldi - 69401 LYON CEDEX 03

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU  
LOGEMENT**

**Direction des Affaires Economiques et  
Internationales**

**TABLEAU DE BORD DE L'AMELIORATION -  
ENTRETIEN DU LOGEMENT**

**(Edition 1987)**

**Sous-direction des actions statistiques**

**Bureau des systèmes  
d'information sur les  
professions du bâtiment  
et des travaux publics**



# SOMMAIRE

	Page
<b>INTRODUCTION</b>	
<b>1ère partie : L'état du parc de logements.</b>	<b>7</b>
<b>2ème partie : Le financement de l'amélioration - entretien du logement.</b>	<b>11</b>
<b>A - Les subventions et les primes</b>	<b>17</b>
1 - Les primes PALULOS	17
2 - Les subventions de l'ANAH	17
3 - Les primes à l'amélioration de l'habitat (PAH)	22
<b>B - Les prêts</b>	<b>24</b>
1 - Les prêts d'Epargne-Logement	24
2 - Les prêts conventionnés	25
3 - Les prêts pour l'accession à la propriété (PAP)	27
4 - Les prêts au titre du "1 % des entreprises"	28
5 - Les prêts locatifs aidés (amélioration - acquisition)	30
6 - Les prêts des Caisses d'Allocations Familiales (C.A.F)	30
<b>C - L'action des PACT (Protection, Amélioration, Convention et Transformation de l'habitat)</b>	<b>32</b>
<b>3ème partie : Le montant moyen des travaux d'amélioration - entretien par logement.</b>	<b>35</b>
<b>4ème partie : L'amélioration - entretien du logement vue sous l'angle de la production des entreprises.</b>	<b>37</b>
<b>A - L'amélioration - entretien du logement en 1983</b>	<b>37</b>
<b>B - L'amélioration - entretien du logement réalisé par les entreprises de plus de 10 salariés en 1984 et 1985</b>	<b>39</b>
<b>C - Montants des travaux d'amélioration - entretien du logement selon la nature des travaux et la taille de l'entreprise</b>	<b>40</b>
<b>D - Spécialisation des entreprises de bâtiment dans l'amélioration - entretien du logement</b>	<b>43</b>
<b>E - Données régionales sur l'amélioration - entretien du logement</b>	<b>46</b>

## **Définitions**

**Travaux d'Amélioration** : Travaux concernant des ouvrages existants, déjà utilisés, en améliorant le service rendu.

**Travaux d'Entretien** : Travaux ayant pour but de maintenir en état les ouvrages.

(Depuis 1977, on ne fait plus de distinction dans les Enquêtes Annuelles d'Entreprise entre "Travaux d'amélioration" et "Travaux d'entretien").

## INTRODUCTION

L'amélioration - entretien représente 45 % de l'activité du bâtiment en 1983. Ce chiffre est plus élevé encore dans les plus petites entreprises, qui sont les plus créatrices d'emploi depuis le ralentissement de la croissance après les "30 glorieuses". D'où l'intérêt de bien comprendre les mécanismes de ce secteur.

**Ce bulletin se propose de rassembler et de présenter des informations statistiques sur l'amélioration - entretien du logement émanant de sources diverses et éparses.**

Celles-ci proviennent :

- des statistiques du parc de logements,
  - des statistiques sur le financement de l'amélioration - entretien du logement,
  - des statistiques sur la production des entreprises de bâtiment.
- \* La connaissance de l'état du parc de logements, l'estimation du nombre de logements inconfortables se font à partir des recensements de la population et des enquêtes-logement de l'INSEE.
- \* Les statistiques sur le financement de l'amélioration - entretien du logement permettent l'estimation de l'aide apportée à l'amélioration de l'habitat ancien. De telles statistiques sont élaborées par la Direction de la Construction, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, des banques et des organismes sociaux qui participent au financement de l'amélioration - entretien du logement.
- \* L'enquête annuelle d'entreprise de la Direction des Affaires Economiques et Internationales ventile le montant des travaux que réalisent les entreprises en amélioration - entretien selon certains critères.

**Ce bulletin fait suite aux bulletins sur "l'Amélioration - entretien du Logement" publiés par le Service des Actions Statistiques de la Direction des Affaires Economiques et Internationales depuis 1979.**

Il est composé de quatre parties :

- La première partie est consacrée à l'étude de l'état du parc de logements à partir des résultats des recensements de la population.
- Dans la deuxième partie sont étudiés les types de financement les plus importants de l'AEL (financements publics, financements des établissements financiers). On présente, pour chaque type de financement, le montant accordé à l'amélioration de l'habitat, le nombre de logements ainsi réhabilités et le montant des travaux réalisés.
- Dans la troisième partie, on étudie le montant moyen des travaux d'amélioration - entretien du logement.
- L'AEL (Amélioration - Entretien du Logement) est étudiée dans la quatrième partie sous l'angle "Production des Entreprises". Les montants de travaux réalisés par les entreprises sont ventilés selon l'activité principale de ces entreprises, leur degré de spécialisation en amélioration - entretien du logement, leur taille, leur répartition géographique.



## 1ère PARTIE

### L'ETAT DU PARC DE LOGEMENTS (1)

D'après les résultats de l'Enquête-Logement de 1984, le nombre de résidences principales (2) s'élève à 20.093.000, dont 13.996.000 (69,6 % du parc de logements) sont classées "confortables" et 1.579.000 (7,8 %) "inconfortables" (3).

(Le reste, soit 22,6 % du parc peut être considéré "partiellement confortable").

En 1978, les résidences "confortables" représentaient 56,4 % du parc de logements, et les résidences "inconfortables" 16,9 %. On tend donc vers la disparition du parc de logements de résidences principales "inconfortables".

Si l'on tient compte des différents éléments de "confort INSEE", on a en 1984 :

- 1 - Logement sans eau : 81.000, soit 0,4 % de l'ensemble du parc.
- 2 - Logements sans W.C à l'intérieur : 2.139.000, soit 10,6 % de l'ensemble du parc.
- 3 - Logements n'ayant ni baignoire ni douche : 2.452.000, soit 12,2 % de l'ensemble du parc.
- 4 - Logements sans chauffage central : 6.097.000, soit 30,3 % de l'ensemble du parc.

L'étude du parc de logements donne, entre autres informations, le nombre de logements inconfortables, leur répartition géographique, leur année d'achèvement, etc.... ce qui permet d'estimer globalement les travaux à réaliser sur le parc de logements inconfortables et les moyens à mettre en oeuvre pour le réhabiliter.

Ces logements non confortables ne nécessitent pas tous le même type d'amélioration; une partie nécessite simplement l'amélioration d'un confort insuffisant : adjonction d'une douche lorsqu'il y a déjà de l'eau courante dans un logement, intégration d'un W.C quand il existe déjà sur le palier, installation d'un chauffage central, etc...

(1) L'état du parc de logements est établi d'après les "Premiers Résultats" de l'INSEE (n° 15, Février 1984) : "La population de la France en 1982 : le parc de logements", les "Premiers Résultats" (n° 70, Août 1986) : "Les conditions de logement fin 1984", et l'Annuaire Statistique de la France (1986).

(2) **DEFINITIONS** : (extrait du "Le parc français de logements (principaux résultats du recensement de 1982)". Service des Actions Statistiques - Direction des Affaires Economiques et Internationales.

**Logement** : Un logement est un local séparé et indépendant utilisé pour l'habitation.

Un logement occupé de façon permanente est une résidence principale.

Un logement est une résidence secondaire lorsqu'il est utilisé pour des séjours temporaires.

**Logement vacant** : Les autres logements, donc les logements sans occupant, sont dits vacants : ils peuvent être neufs ou anciens, disponibles ou non pour la vente ou la location.

(3) D'après l'INSEE : Un logement "est qualifié de confortable s'il est équipé de l'eau courante, de W.C intérieurs, d'installations sanitaires (baignoire ou douche) et du chauffage central". Un logement est "qualifié d'inconfortable s'il est sans eau courante ou avec eau courante mais sans W.C intérieurs, ni installations sanitaires".

**Tableau 1**

**REPARTITION DES LOGEMENTS SELON LEUR CATEGORIE,  
D'APRES LES RECENSEMENTS DE LA POPULATION DE 1962, 1968, 1975 ET  
1982, ET L'ENQUETE-LOGEMENT DE 1984**

Source : INSEE

Unité : logement

Catégorie de logement	1962	1968	1975	1982	1984
ENSEMBLE DES LOGEMENTS	16 392 249	18 262 552	21 074 075	23 708 847	24 249 000
RESIDENCES PRINCIPALES	14 565 169	15 762 508	17 744 985	19 590 407	20 093 000
LOGEMENTS VACANTS	853 977	1 233 264	1 632 850	1 853 860	1 868 000
RESIDENCES SECONDAIRES	973 103	1 266 780	1 696 240	2 264 580	2 288 000

**Tableau 2**

**REPARTITION DES RESIDENCES PRINCIPALES  
SELON LE STATUT D'OCCUPATION,  
D'APRES LES RECENSEMENTS DE LA POPULATION DE 1962, 1968, 1975 ET  
1982, ET L'ENQUETE-LOGEMENT DE 1984**

Source : INSEE

Unité : % et résidence principale

Statut d'occupation	1962	1968	1975	1982	1984
PROPRIETAIRE	41,3	43,2	46,7	50,7	51,1
LOGE PAR L'EMPLOYEUR	8,8	7,7	5,8	4,0	*
LOGE A TITRE GRACIEUX	4,6	4,6	4,7	4,3	*
LOCATAIRE OU SOUS-LOCATAIRE D'UN LOCAL LOUE VIDE	41,9	41,5	40,5	39,5	38,5
LOCATAIRE OU SOUS-LOCATAIRE D'UN LOCAL LOUE MEUBLE	3,4	3,0	2,3	1,5	*
AUTRES STATUTS D'OCCUPATION					10,4
<b>TOTAL</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
ENSEMBLE DES RESIDENCES PRINCIPALES	14 565 169	15 762 508	17 744 985	19 590 400	20 093 000

\* Ces postes ne sont pas précisés dans l'enquête-logement de 1984.

Tableau 3

**REPARTITION DES RESIDENCES PRINCIPALES  
SELON L'ANNEE D'ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION,  
D'APRES LE RECENSEMENT DE LA POPULATION DE 1982**

Source : INSEE

Unités : Résidence principale et %

Année d'achèvement de la construction	Nombre des résidences principales	
AVANT 1871	2 763 760	14,1
1871 A 1914	3 036 500	15,5
1915 A 1948	2 820 840	14,4
1949 A 1961	2 706 300	13,8
1962 A 1967	1 928 240	9,8
1968 A 1974	3 264 300	16,7
APRES 1974	3 070 460	15,7
ENSEMBLE	19 590 400	100,0

Graphique 1

**REPARTITION DES RESIDENCES PRINCIPALES  
SELON L'ANNEE D'ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION  
D'APRES LES RECENSEMENTS DE LA POPULATION  
DE 1962 ET 1982**

Source : INSEE

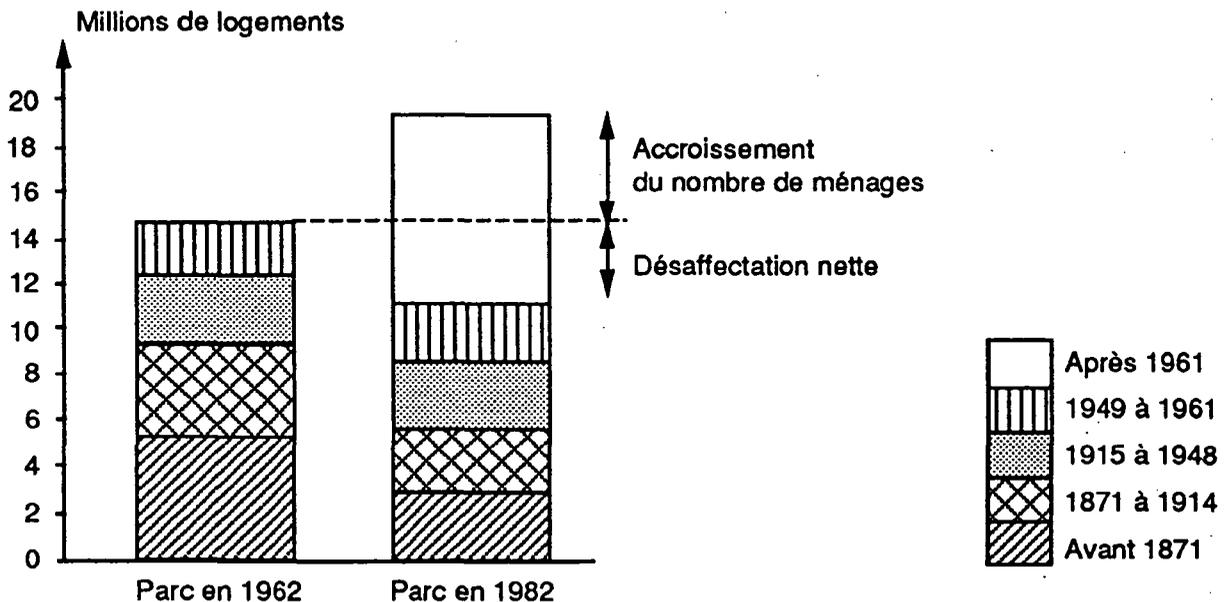


Tableau 4

**EVOLUTION DU CONFORT (\*) DES RESIDENCES PRINCIPALES  
D'APRES LES RECENSEMENTS DE LA POPULATION DE 1962, 1968, 1975 ET  
1982, ET L'ENQUETE-LOGEMENT DE 1984**

Source : INSEE

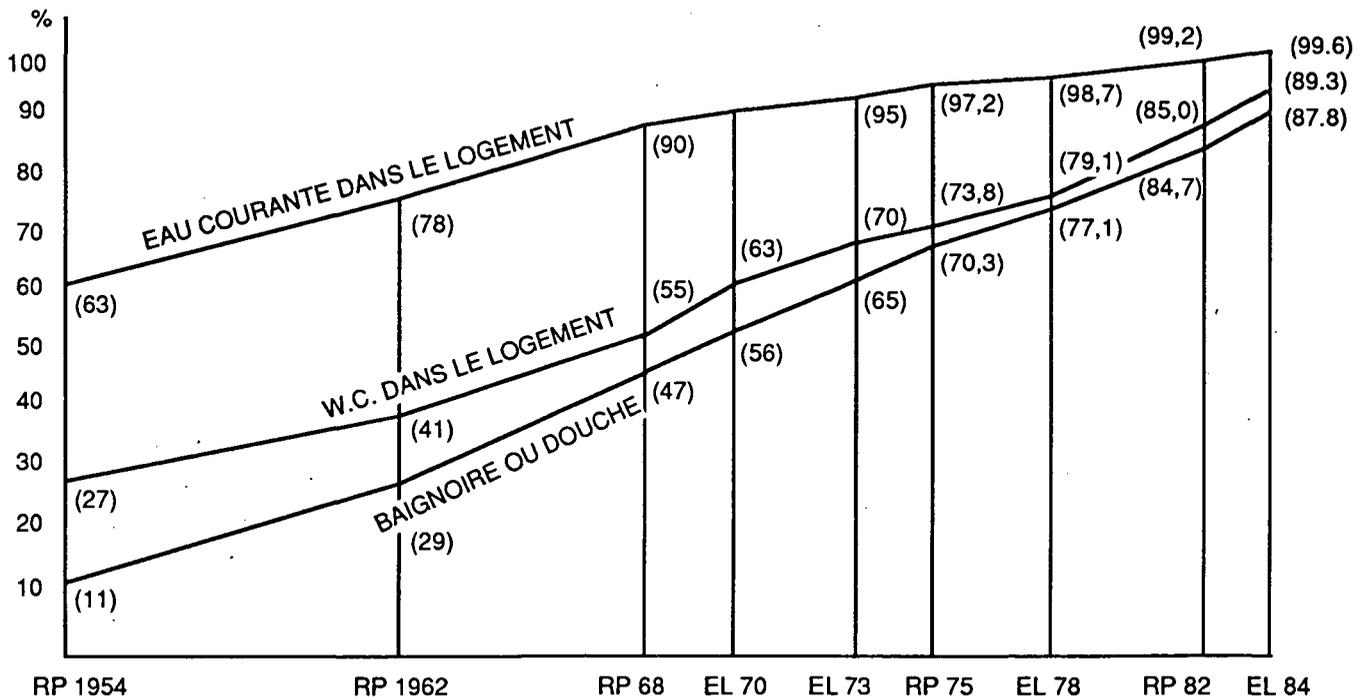
Unités : Résidence principale et %

Caractéristiques de confort	1962	1968	1975	1982	1984
EAU COURANTE	78,4	90,8	97,2	99,2	99,6
BAIGNOIRE OU DOUCHE	28,9	47,5	70,3	84,7	87,8
W. C. INTERIEURS	40,5	54,8	73,8	85,0	89,3
CHAUFFAGE CENTRAL	19,3	34,8	53,1	67,5	69,7
TELEPHONE	-	15,2	26,6	74,4	-
ENSEMBLE DES RESIDENCES PRINCIPALES	14 565 169	15 762 508	17 744 985	19 590 400	20 093 000

(\*) D'après l'INSEE "un logement est qualifié de confortable s'il est équipé de l'eau courante, de W.C. intérieurs, d'installations sanitaires (baignoire ou douche) et du chauffage central".

Graphique 2

**EVOLUTION DU CONFORT DES RESIDENCES PRINCIPALES  
DONNEE PAR LES RECENSEMENTS DE LA POPULATION  
DE 1954, 1962, 1968, 1975 ET 1982,  
ET PAR LES ENQUETES-LOGEMENT DE 1970, 1973, 1978 ET 1984**



## 2ème PARTIE

### LE FINANCEMENT DE L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT

Le financement de l'amélioration - entretien du logement se fait par l'intermédiaire de l'attribution de primes, de subventions et de prêts.

Dans cette partie sont présentés les principaux financements de l'amélioration - entretien du logement, selon leur type (prime, subvention, prêt) et leur origine [Etat, Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, PACT (Protection, Amélioration, Conservation, Transformation de l'habitat), organismes sociaux)].

Pour chaque financement on présente une fiche donnant le montant accordé à l'amélioration de l'habitat, le nombre de logements ainsi réhabilités et le montant des travaux réalisés.

Tableau 5 (a)

#### LES TYPES DE FINANCEMENT DE L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT

Prêts	Primes et subventions
- Prêts d'Epargne-Logement	- Primes destinées à l'amélioration - entretien du logement social HLM (PALULOS)
- Prêts conventionnés	
- Prêts pour l'accession à la propriété (PAP) (acquisition - amélioration)	- Subventions de l'ANAH
- Prêts au titre du "1 % des entreprises"	- Primes à l'amélioration de l'habitat (PAH)
- Prêts locatifs aidés (amélioration - acquisition)	
- Prêts des Caisses d'Allocations Familiales (CAF)	

Le montant des prêts et des subventions et primes destinés à l'amélioration - entretien du logement en 1985 est estimé à 40.938 millions de francs (11 % de plus qu'en 1984).

Tableau 5 (b)

**PRETS, PRIMES ET SUBVENTIONS DESTINES  
A L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT EN 1984 ET 1985**

*En millions de francs*

Type de financement	1984	1985
Prêts (1)	33 468	37 218
Primes et subventions :		
PALULOS	1 841	2 108
ANAH	956	1 178
PAH	434	528
<b>TOTAL</b>	<b>36 699</b>	<b>41 032</b>

Sources : Direction de la Construction, Comptes du Logement (Banque de France), ANAH

(1) Non compris les prêts d'acquisition de logements anciens à améliorer

Tableau 5 (c)

**LES PRETS DESTINES A L'AMELIORATION - ENTRETIEN  
DU LOGEMENT SELON LES COMPTES-LOGEMENT  
DE LA BANQUE DE FRANCE DE 1979 A 1985**

*Source : Banque de France*

*En millions de francs*

Années	Nature du Prêt		Ensemble
	Amélioration - entretien	Acquisition de logements anciens	
1979	15 568	37 209	52 777
1980	18 150	41 014	59 164
1981	21 643	38 550	60 013
1982	27 910	42 007	69 917
1983	29 683	49 373	79 056
1984	33 468	52 982	86 450
1985	37 218	61 408	98 626

Tableau 5 (d)

**L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT  
SELON LES COMPTES NATIONAUX ETABLIS PAR L'INSEE  
DE 1978 A 1986 (Branche 55A = BTP)**

L'INSEE établit, dans le cadre de la comptabilité nationale, des comptes logement.

Source : INSEE

*En millions de francs*

Années	Amélioration et gros entretien (*)	Petit entretien (**)
1978	39 884	11 424
1981	58 951	17 028
1983	69 388	21 400
1984	73 990	22 987
1985 (résultat semi-définitf)	78 794	24 796
1986 (résultat provisoire)	81 220	25 955

(\*) Les travaux d'amélioration et gros entretien figurent dans la comptabilité nationale sous forme de "Formation Brute de capital fixe".

(\*\*) Les travaux de petit entretien figurent quant à eux, sous forme de "Consommation des ménages".



Tableau 6

LES PRINCIPAUX FINANCEMENTS DE L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT DE 1979 à 1987

Sources: Direction de la Construction, D.A.E.I.  
Banque de France, Crédit Foncier  
Tableau de Bord du Bâtiment - Logement - Travaux Publics (D.A.E.I.)  
A.F.C.I.L. : (Association Financière Interrégionale des Collecteurs Interprofessionnels du 1 % Logement)

Nature des financements	1979		1980		1981		1982	
	Montants millions de F	Nbre de logements ou prêts corresp.						
<b>1 - PRIMES ET SUBVENTIONS</b>								
PALULOS (1)	281	43 076	424	60 000	780	91 764	1 135	105 000
dont FSGT (Fonds Spécial pour les Grands Travaux)								
ANAH (2)	611	33 000	704	35 000	810	39 500	850	34 000
PAH (Prime à l'Amélioration de l'Habitat (3))	348	40 000	465	63 000	530	66 000	465	57 000
<b>2 - PRETS</b>								
Les Prêts d'Épargne Logement (4)	n. d.		n. d.		n. d.		27 960	434 300
Les Prêts des Banques et Sociétés Financières	11 980		12 100		14 811		19 268	
- Prêts conventionnés (5)	7 000		6 000		4 200		4 700	
- Prêts PAP		29 000	4 092	27 700		23 500	6 060	28 700
- Prêts aux particuliers au titre du 1 % des Entreprises (6)	701	35 700	916	46 000	1 142	52 500	1 535	61 200
- Prêts du Crédit Foncier de France et Comptoir des Entrepreneurs	928		1 395		1 050		1 627	
- Prêts Locatifs Aidés (PLA) (7)		4 400		6 100	1 407	5 700	1 788	6 700
- Caisse de Prêts aux HLM	123		324		665		816	
- Prêts des Administrations publiques	311		342		386		357	
- Prêts des Caisses d'Allocations Familiales	70	20 000	137	23 580	166	27 980	177	28 390

Nature des financements	1983		1984		1985		1986		1987
	Montants millions de F	Nbre de logements ou prêts corresp.							
<b>1 - PRIMES ET SUBVENTIONS</b>									
PALULOS (1)	1 564	159 100	1 841	196 500	2 108	n.d.	1 853	512 800 (1)	(1)
dont FSGT (Fonds Spécial pour les Grands Travaux)	503	51 200	997	100 000	1 280	n.d.			
ANAH (2)	905	33 000	956	33 100	1 178	35 900			
PAH (Prime à l'Amélioration de l'Habitat (3))	376	44 000	434	50 000	528	59 700	397	43 300	(3)
<b>2 - PRETS</b>									
Les Prêts d'Épargne Logement (4)	28 360	353 100	31 820	406 700	30 360	372 400			
Les Prêts des Banques et Sociétés Financières	17 155		20 707		24 776		n.d.		n.d.
- Prêts conventionnés (5)	7 700	49 000	14 056	70 268	18 203	90 134	20 087	98 490	(5)
- Prêts PAP	6 924	25 300	7 214	27 500	8 041	29 500			
- Prêts aux particuliers au titre du 1 % des Entreprises (6)	1 910	63 600	2 294	64 500	2 429	73 100			
- Prêts du Crédit Foncier de France et Comptoir des Entrepreneurs	2 236		3 166		2 346				
- Prêts Locatifs Aidés (PLA) (7)	1 878	6 800	2 137	7 300	2 621	8 000	2 126	9 000	(7)
- Caisse de Prêts aux HLM	671		696		702				
- Prêts des Administrations publiques	364		396		426				
- Prêts des Caisses d'Allocations Familiales	169	26 200	167	25 980	195	30 890	202	30 870	

(1) PALULOS : En 1986, le nombre de primes comprend les primes "Petits travaux" instituées, depuis Janvier, en plus des primes PALULOS traditionnelles.

En 1987, le FSGT est supprimé. Le montant des primes pour les 9 premiers mois s'élève à 650 M.F., ce qui correspond à 170 700 logements

(2) ANAH : Y compris les subventions pour la remise en état de l'immeuble.

(3) PAH : Le montant des primes pour les 9 premiers mois de 1987 s'élève à 268 M.F. correspondants à 27 800 primes accordées.

(4) Prêts d'Épargne Logement : Les statistiques portent sur l'acquisition de logements anciens et les travaux de rénovation et d'amélioration.

(5) Prêts conventionnés : Les statistiques portent sur l'acquisition plus travaux.  
Le montant des prêts conventionnés pour le 1er trimestre 1987 s'élève à 5 565 M.F. (correspondants à 23 400 prêts).

(6) Rapprocher avec précaution le montant et le nombre des prêts pour ce poste; le 1er chiffre est fourni par la Banque de France et le second par l'AFICIL.

(7) PLA : Le montant des prêts pour le 1er trimestre 1987 s'élève à 594 M.F. (correspondants à 2300 logements).



## **A - LES SUBVENTIONS ET LES PRIMES**

### **1 - Les primes PALULOS (1858 millions de francs en 1986, un montant en diminution de 12 % par rapport à 1984)**

Les primes de l'Etat pour l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale visent principalement les logements du parc HLM achevés avant 1968.

Le taux de la prime PALULOS est de 20 % dans la limite d'un plafond de travaux de 70 000 Frs par logement.

Les logements sont conventionnés après travaux et donnent droit à l'APL.

Depuis le 10 Janvier 1986, la prime PALULOS a été étendue aux "Petits Travaux".

Ce sont des primes pour travaux d'amélioration de l'habitat et de la vie quotidienne.

Elles sont utilisées pour des travaux réalisés à l'intérieur des logements.

Le taux de ces primes est de 20 % dans la limite d'un plafond de 25 000 Frs par logement.

Les logements subventionnés pour des "petits travaux" ne sont pas conventionnés.

La dotation budgétaire pour 1987 consacrée à la procédure PALULOS s'élève à 1 290 millions de francs.

L'objectif de 140 000 logements locatifs sociaux améliorés par an hors "petits travaux" (objectif du IX<sup>e</sup> plan) devrait être atteint en 1987, selon les dernières informations disponibles (voir Statistiques - Tableau 6).

### **2 - Les subventions de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) : 1 178 MF en 1984 (+ 23 % par rapport à 1980), correspondant à 35 900 logements améliorés en 1985 (+ 8 % de plus qu'en 1984)**

L'action de l'ANAH vise le parc de logements achevés avant 1949 et appartenant à des propriétaires-bailleurs privés (l'ANAH intervient aussi sur des logements achevés après cette date, mais seulement dans le cadre "Travaux pour économie d'énergie").

L'ANAH expérimente depuis 1985, un nouveau mode de calcul des subventions accordées aux demandeurs. Les subventions seront calculées en pourcentage du coût réel des travaux. Désormais, les taux de subventions seront les suivants :

- travaux d'amélioration dans le parc ancien = 25 %,
- travaux d'économie d'énergie (parc ancien ou parc récent) = 40 %,
- travaux effectués dans le cadre d'une OPAH (opération programmée pour l'amélioration de l'habitat) = entre 30 % et 40 %.

L'ANAH subventionne jusqu'à un montant de travaux de 40 000 Frs.

Près de la moitié des subventions de l'ANAH sont accordées dans le cadre des OPAH qui ont pour but la rénovation des quartiers anciens.

Les OPAH se situent dans des actions concertées et réalisées à la fois par la Commune, l'Etat et les propriétaires concernés.

Le reste de l'action de l'ANAH porte sur le "diffus", c'est-à-dire sur des logements ne faisant pas partie d'opérations concertées.

35 900 logements ont été améliorés en 1985, contre 33 100 en 1984 (et 33 000 en 1983).

Le montant des travaux réalisés avec l'aide de l'ANAH en 1985 s'élève à 3 550 millions de francs (3 080 millions de francs en 1984) dont 1 178 millions sont subventionnés par cet organisme (956 millions en 1984).

Les demandeurs bénéficiaires de subventions ANAH sont essentiellement des personnes physiques (près de 80 %), les personnes morales intervenant pour 20 % environ.

Le déroulement des travaux est souvent suivi directement par les propriétaires de logement (de 40 à 50 %), sans faire appel à un mandataire, agent immobilier ou autre.

Les principaux bénéficiaires des subventions de l'ANAH, en 1985, sont :

- Les inactifs et les retraités : 28 % du montant des subventions (29 % en 1984).
- Les Patrons de l'Industrie et du Commerce : 22 % (23 % en 1984).
- Les Professions libérales et les Cadres supérieurs : 14 % (12 % en 1984).

Les ouvriers et les personnels de service ne bénéficient que de 3,5 % de l'ensemble des subventions de l'ANAH accordées en 1985 (contre 3,1 % en 1984). Ce pourcentage n'a que peu varié depuis 1978.

La part des subventions attribuées par l'ANAH aux "Inactifs et retraités" n'a pas cessé de diminuer depuis 1978 (37 %) jusqu'à 1985 (28 %), au profit des parts accordées aux "Patrons de l'Industrie et du Commerce", et aux "Agriculteurs et salariés agricoles".

Tableau 7

NOMBRE DE LOGEMENTS AIDES PAR L'ANAH DE 1976 A 1985  
SELON LE TYPE D'INTERVENTION

Source : ANAH

En nombre de logements et %

Type d'intervention	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TRAVAUX PRIVATIFS SEULS	22 000 55	17 000 48	12 000 41	14 500 44	15 000 43	17 500 44	15 500 46	15 000 45	15 600 47	16 200 45
dont mise aux 3 éléments de confort	11 000 27	8 500 24	5 500 19	6 000 18	7 600 22	8 700 22	7 000 21	6 100 18	5 500 17	5 500 15
TRAVAUX PRIVATIFS ET COMMUNS	18 000 45	18 000 52	17 000 59	18 500 56	20 000 57	22 000 56	18 500 54	18 000 55	17 500 53	19 700 55
dont mise aux 3 éléments de confort	9 000 23	9 000 26	8 500 29	9 000 28	12 000 34	13 400 34	11 800 35	13 500 41	11 600 35	14 100 39
TOTAL TRAVAUX	40 000 100	35 000 100	29 000 100	33 000 100	39 500 100	39 500 100	34 000 100	33 000 100	33 100 100	35 900 100
dont mise aux 3 éléments de confort	20 000 50	17 500 50	14 000 48	15 000 46	19 600 56	22 100 56	18 800 55	19 600 59	17 100 52	19 600 55

Tableau 8

REPARTITION DES LOGEMENTS AIDES PAR L'ANAH  
ET DES MONTANTS DES TRAVAUX REALISES  
SELON LE TYPE D'INTERVENANTS DE 1977 A 1985

Source : ANAH

En nombre de logements et %

Type d'intervenants	LOGEMENTS									MONTANTS DES TRAVAUX								
	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>DEMANDEUR</b>																		
Personne physique	84	79	80	80	80	80	79	79	80	78	74	76	76	77	76	76	76	76
Personne morale	16	21	20	20	20	20	21	21	20	22	26	24	24	23	24	24	24	24
<b>MANDATAIRE</b>																		
Non professionnel	11	10	9	9	8	3	3	3	2	12	11	10	11	10	3	3	3	2
Agent immobilier	15	13	12	10	11	11	10	11	9	18	15	12	11	11	10	10	10	8
Autres mandataires	22	29	35	37	37	39	39	37	38	21	27	35	38	40	40	40	41	42
Sans mandataire	52	48	44	44	44	47	48	49	51	49	45	43	40	39	46	47	46	48
<b>INTERMEDIAIRE</b>																		
Groupage seul	16	21	20	20	21	24	22	23	24	12	17	16	15	16	19	17	18	18
Groupage et maître d'oeuvre	13	13	15	17	16	15	17	14	14	15	16	19	23	24	20	23	23	24
Maître d'oeuvre seul	33	28	27	26	26	23	25	23	24	42	36	37	36	34	32	32	32	34
Sans intermédiaire	38	38	38	37	37	38	36	40	38	31	31	28	26	26	30	28	27	24
<b>TOTAL (%)</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Nombre de logements	35 000	29 000	33 000	35 000	39 500	34 000	33 000	33 100	35 900									
Millions de francs										1 700	1 600	2 000	2 500	2 900	2 750	2 980	3 080	3 550

Tableau 9

**REPARTITION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION ANAH  
SELON LEUR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE  
DE 1978 A 1985**

Source ANAH

En %

C.S.P des demandeurs de subventions ANAH	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
OUVRIERS, PERSONNELS DE SERVICE ET AUTRES	3,7	3,7	3,8	3,5	3,8	3,5	3,7	3,8
EMPLOYES	6,5	9,4	9,3	9,9	9,8	9,4	9,2	9,5
CADRES MOYENS	9,0	6,6	6,9	7,0	7,1	7,4	7,5	7,3
PROFESSIONS LIBERALES ET CADRES SUPERIEURS	7,5	7,7	7,8	7,7	7,5	7,9	8,3	8,2
PATRONS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	11,9	12,0	12,1	11,1	11,5	11,7	11,4	11,8
AGRICULTEURS ET SALARIES AGRICOLES	4,7	5,2	5,0	5,5	5,2	5,6	5,8	6,1
INACTIFS, RETRAITES, INDETERMINES	56,7	55,4	55,1	55,3	55,1	54,5	54,1	53,3
ENSEMBLE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 10

**REPARTITION DU MONTANT DES TRAVAUX AIDES PAR L'ANAH  
SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE  
DES DEMANDEURS, DE 1978 A 1983 (\*)**

(personnes physiques)

Source ANAH

En %

C.S.P des demandeurs de subventions ANAH	1978	1979	1980	1981	1982	1983
PERSONNELS DE SERVICE ET AUTRES	0,6	1,0	1,0	1,0	0,7	0,9
OUVRIERS	2,1	2,0	2,0	2,0	2,5	2,2
EMPLOYES	8,1	9,0	9,0	10,0	9,5	9,3
CADRES MOYENS	8,5	8,0	8,0	8,0	7,9	9,0
PROFESSIONS LIBERALES ET CADRES SUPERIEURS	11,6	13,0	13,0	13,0	12,2	12,7
PATRONS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	18,0	20,0	21,0	18,0	20,6	20,6
AGRICULTEURS ET SALARIES AGRICOLES	6,0	7,0	6,0	7,0	6,7	7,3
INACTIFS, RETRAITES	39,2	35,0	35,0	35,0	34,2	32,5
AUTRES	5,9	5,0	5,0	6,0	5,7	5,5
ENSEMBLE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(\*) Ce tableau n'est plus disponible après 1983.

**Tableau 11**

**SUBVENTIONS ENGAGEES PAR L'ANAH  
SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES DEMANDEURS  
(PERSONNES PHYSIQUES) DE 1978 A 1985**

Source ANAH

En %

C.S.P des demandeurs de subventions ANAH	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PERSONNELS DE SERVICE ET AUTRES	0,7	0,5	1,0	1,0	0,8	0,9	1,1	0,7
OUVRIERS	2,2	3,0	2,0	2,0	2,7	2,4	2,6	2,8
EMPLOYES	8,7	9,0	9,0	10,0	10,0	9,8	8,9	9,6
CADRES MOYENS	9,1	8,0	8,0	8,0	8,0	9,2	8,6	7,9
PROFESSIONS LIBERALES ET CADRES SUPERIEURS	11,9	13,0	13,0	13,0	12,6	13,2	12,3	14,2
PATRONS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	18,4	19,5	22,0	19,0	21,8	21,6	22,9	22,2
AGRICULTEURS ET SALARIES AGRICOLES	6,3	7,0	7,0	8,0	7,3	7,9	9,3	8,4
INACTIFS, RETRAITES	37,3	35,0	34,0	33,0	31,7	30,0	29,1	27,8
AUTRES	5,4	5,0	4,0	6,0	5,1	5,0	5,2	6,4
ENSEMBLE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**3 - Les Primes à l'Amélioration de l'Habitat (PAH)**

- . En 1986, 397 millions de francs attribués, correspondant à 43 300 de primes.
- . En 1987, une dotation budgétaire de 440 millions de francs.

Les PAH visent les logements (hors HLM) occupés par leurs propriétaires.

Le montant de la prime est limité à 14 000 francs par logement.

Si le logement fait partie d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) ou d'une OPAH (Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat), la prime peut atteindre 17 500 francs.

Les primes représentent 20 % du coût des travaux lorsque ceux-ci sont destinés à la mise aux normes des logements. Le pourcentage passe à 50 % lorsqu'il s'agit de travaux d'adaptation et d'accessibilité.

Tableau 12

**MONTANT DES PRIMES A L'AMELIORATION DE L'HABITAT  
ET DES TRAVAUX REALISES A L'AIDE DE CES PRIMES  
DE 1980 A 1985**

Source : DAEI, Direction de la Construction

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
NOMBRE DE PRIMES dont FSGT (*)	63 287 -	66 169 -	56 638 -	44 722 -	49 596 12 715	59 743 28 145
MONTANT DES PRIMES (en million de francs) dont FSGT	465 -	530 -	465 -	376 -	434 137	528 253
MONTANT DES TRAVAUX (en millions de francs)	2 676	2 926	2 628	2 245	2 634	n.d.
VALEUR MOYENNE DE LA PRIME (en francs)	7 347	8 015	8 208	8 414	8 755	8 841
VALEUR MOYENNE DES TRAVAUX PAR PRIME (en francs)	42 289	44 225	46 397	50 196	43 106	n.d.

(\*) FSGT : Fond Spécial des Grands Travaux

Tableau 13

**REPARTITION DES TRAVAUX REALISES A L'AIDE DES PAH  
SELON LA NATURE DES TRAVAUX  
DE 1980 A 1984**

Source : DAEI

Nature des travaux	1980	1981	1982	1983	1984	%
GROS OEUVRE	45,1	48,7	50,7	52,9	52,1	
AMENAGEMENTS INTERIEURS	22,4	24,1	23,6	24,3	23,6	
CHAUFFAGE (Equipelement)	29,0	21,8	20,1	17,2	16,6	
ECONOMIE D'ENERGIE	3,2	4,8	4,7	4,4	6,7	
AUTRES	0,3	0,6	0,9	1,2	1,0	
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

## **B - LES PRETS A L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT**

**1 - Les prêts d'Epargne-Logement**

**2 - Les prêts conventionnés**

**3 - Les Prêts pour l'Accession à la Propriété (PAP)**

**4 - Les prêts au titre du "1 % des entreprises"**

**5 - Les prêts locatifs aidés (amélioration - acquisition)**

**6 - Les prêts des Caisses d'Allocations Familiales (C.A.F)**

**1 - Les prêts d'Epargne-Logement**

**30,6 milliards de francs de prêts accordés à l'habitat ancien en 1985 (3,8 % de moins qu'en 1984), correspondants à 372 400 prêts en 1985 (8 % de moins qu'en 1984)**

Ces prêts sont accordés aux titulaires d'un compte d'Epargne-logement depuis au moins 18 mois ou d'un plan d'Epargne-logement arrivé à terme (5 ans).

Ils servent à l'acquisition et aux travaux d'amélioration du logement et sont fonction de l'importance des intérêts acquis.

Le montant des prêts accordés à l'habitat ancien par les Caisses d'Epargne représente en 1985, 79 % des prêts accordés à l'ensemble du logement par ces mêmes caisses (73 % en 1984).

Les prêts accordés à l'habitat ancien sont de deux types :

- Les prêts accordés pour l'acquisition de logements anciens.
- Les prêts accordés pour des travaux de réparation et d'amélioration.

Les prêts du premier type représentent, en montant, 59 % environ du total, en 1984 et en 1985.

Ils représentent, en nombre de prêts, 37 % du total en 1985 et 29 % en 1984.

**Tableau 14**

**PRETS ACCORDES PAR LES CAISSES D'EPARGNE  
(COMPTES D'EPARGNE + PLANS D'EPARGNE)  
SELON LEUR DESTINATION DE 1982 A 1985**

*Source : Direction de la Construction et  
Ministère de l'Economie*

*Unités : millions de francs  
milliers de francs, francs*

Destination du prêt	1982	1983	1984	1985
<b>MONTANT TOTAL</b> (millions de francs)	36 239	40 133	43 923	38 910
Acquisition de logements neufs	8 269	11 773	12 099	8 283
Acquisition de logements anciens	15 214	18 056	18 620	18 088
Travaux de réparation et d'amélioration	12 746	10 304	13 204	12 539
<b>NOMBRE DE PRETS</b> (milliers de francs)	506,7	475,3	569,7	420,7
Acquisition de logements neufs	72,4	122,2	162,9	48,3
Acquisition de logements anciens	179,4	137,1	118,8	137,4
Travaux de réparation et d'amélioration	254,9	216,0	287,9	235,0
<b>MONTANT MOYEN</b> (en francs)	71 250	84 429	77 098	92 488
Acquisition de logements neufs	114 178	96 300	74 249	171 398
Acquisition de logements anciens	84 801	131 648	156 703	131 686
Travaux de réparation et d'amélioration	50 012	47 716	45 858	53 347

**2 - Les prêts conventionnés**

**20,1 milliards de francs de prêts accordés à l'habitat ancien en 1986 (+ 10 % par rapport à 1985), correspondant à 98 500 prêts en 1986, (soit 9 % de plus qu'en 1985)**

Ces prêts sont accordés par les Banques aux propriétaires, occupants ou bailleurs et aux Syndicats de copropriété, lors d'une acquisition - amélioration, d'un agrandissement, ou d'une mise aux normes après travaux, d'un logement.

Le montant de ces prêts peut représenter jusqu'à 90 % du prix d'acquisition (hors frais) plus de celui des travaux.

L'ensemble des prêts conventionnés affectés au logement (amélioration - entretien + neuf) est de 59 500 millions de francs en 1986. La part du logement ancien s'élève globalement, en 1986, à 34 % de cet ensemble. Cette part est en nette progression depuis les 4 dernières années.

Il est difficile de détailler la part des prêts affectés au logement ancien car la plupart de ces prêts sont accordés par les Banques dans le cadre "acquisition + travaux à réaliser".

Ce poste global représente 16 700 millions de francs en 1986 (contre 17 700 en 1985).

Quant aux prêts conventionnés consacrés à l'amélioration pure, leur montant s'élève à 3 400 millions de francs environ, en 1986 (même montant en 1985).

Parmi les prêts conventionnés accordés au logement en 1986, 16 % sont destinés à l'amélioration - entretien de logements anciens, 30 % à l'acquisition-amélioration des logements et 54 % à l'acquisition de logements neufs.

Tableau 15

**PRETS CONVENTIONNES PAR LES ETABLISSEMENTS  
FINANCIERS DANS L'HABITAT ANCIEN DE 1979 A 1987**

Source : Crédit Foncier

Millions de Francs et %

Nature des prêts	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 (1er trimestre)
PRETS ACCORDES AU LOGEMENT NEUF	18 625	20 890	19 764	21 010	28 350	35 333	41 955	39 402	11 398
PRETS ACCORDES AU LOGEMENT ANCIEN dont :	7 008	5 996	4 217	4 704	7 690	14 056	18 203	20 087	5 565
Acquisition + travaux	6 671	5 515	3 723	3 995	5 520	10 929	14 749	16 700	4 750
Amélioration	337	481	494	709	2 170	3 127	3 454	3 387	815
ENSEMBLE DES PRETS AU LOGEMENT	25 633	26 886	23 981	25 714	36 040	49 389	60 158	59 489	16 963
Part des Prêts Conventionnés accordés au logement ancien par rapport à l'ensemble des prêts (en %)	27	22	16	18	21	28	30	34	33

Tableau 16

**PRETS CONVENTIONNES PAR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS  
DANS L'HABITAT ANCIEN  
DE 1983 A 1987**

Source : Crédit Foncier

En nombre

Nature des prêts	1983	1984	1985	1986	1987 (1er trimestre)
PRETS ACCORDES AU LOGEMENT NEUF	89 243	103 629	121 879	114 146	29 775
PRETS ACCORDES AU LOGEMENT ANCIEN dont :	49 002	70 268	90 134	98 490	23 398
Acquisition + travaux	24 809	44 732	56 500	64 334	16 486
Amélioration	24 293	25 536	33 634	34 156	6 912
ENSEMBLE DES PRETS AU LOGEMENT	138 345	173 897	212 013	212 636	53 173
Part des Prêts Conventionnés accordés au logement ancien par rapport à l'ensemble des prêts (en %)	35	40	42	46	44

### 3 - Les prêts pour l'accession à la propriété (PAP Amélioration - entretien)

**8 milliards de francs de prêts PAP en 1985 (en hausse de 11 % par rapport à 1984), correspondant à l'acquisition-amélioration de 29 500 logements (7 % de plus qu'en 1984)**

Ces prêts, distribués par les Directions Départementales de l'Equipement, sont accordés aux acquéreurs de logements dont la destination finale est la résidence principale.

Le montant des travaux à réaliser dans les logements acquis doit être égal à 54 % au moins de l'acquisition pour que les acquéreurs puissent bénéficier des prêts PAP. Ces prêts, destinés à l'amélioration - entretien, sont régis par la même réglementation que celle des prêts PAP - construction neuve (voir les statistiques dans le tableau 6).

#### 4 - Prêts au titre du "1 % des entreprises"

**3,1 milliards de francs pour l'habitat ancien en 1985 (+ 16 % par rapport à 1984)**

Le "1 % des entreprises" est une obligation faite aux entreprises de 10 salariés et plus, de participer au logement des salariés.

Elles doivent investir, chaque année et pour une durée minimum de 20 ans, une somme égale à 1 % des salaires versés au cours de l'année précédente. Ce pourcentage sera ramené à 0,9 % puis à 0,77 %. A partir du 1er Janvier 1988, il est fixé à 0,72 %. Les entreprises du secteur agricole ainsi que les Administrations échappent à l'obligation de participer au logement des salariés.

Les investissements des entreprises au titre du "1 % des entreprises" visent les logements neufs comme l'habitat ancien.

Les prêts accordés à ce titre sont consacrés à la réalisation de travaux d'aménagement de logements des propriétaires occupants et peuvent représenter jusqu'à 50 % du coût des travaux dans la limite de 100 000 francs.

Le nombre de prêts accordés à des personnes physiques pour l'habitat ancien s'élève à 73 100 en 1985 (64 500 en 1984). Quant au prêt moyen, il est de 19 200 F en 1985 contre 18 100 en 1984, s'il s'agit de l'amélioration seulement du logement. Si l'on tient compte aussi de l'acquisition du logement, le prêt moyen acquisition - amélioration par logement s'élèvera alors à 31 300 F pour 1985 (28 700 pour 1984).

Les investissements du "1 %" dans l'habitat ancien ont atteint, en 1985, 3 151 millions de francs contre 2 718 en 1984, soit une augmentation de 16 %.

La part des investissements du "1 %" de l'habitat ancien dans le total (neuf + ancien) s'élève à 29 % en 1985 contre 26 % en 1984.

**Tableau 17**

#### **VENTILATION, DANS L'HABITAT ANCIEN, DES INVESTISSEMENTS DU 1 % SELON LES BENEFICIAIRES DE 1978 A 1985**

Source : "Statistiques 0,9 % logement" Association Financière  
Interrégionale des Collecteurs Interprofessionnels du 1 % Logement (A.F.I.C.I.L.)

Millions de Francs

Bénéficiaires	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PERSONNES PHYSIQUES	357	512	704	846	1 170	1 343	} 1 446	1 779
PROPRIETAIRES BAILLEURS	8	3	6	7	18	12		27
ORGANISMES SOCIAUX : PACT (Protection, Amélioration, Conservation, Transformation de l'habitat)	80	106	95	125	144	175	154	176
ORGANISMES HLM	132	218	274	467	486	724	809	889
SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE	25	43	93	66	100	153	186	197
FILIALES ET SOUS CONTROLES	21	31	28	56	56	65	103	83
ENSEMBLE	613	913	1 200	1 566	1 974	2 472	2 718	3 151

Tableau 18

**PRETS ACCORDES A DES PERSONNES PHYSIQUES AU  
TITRE DU "1 % DES ENTREPRISES"  
DE 1982 A 1985**

Source : AFICIL

Unités : millions de francs  
milliers de francs, francs

	1982	1983	1984	1985
<b>MONTANT GLOBAL</b> (millions de francs)	4 093	4 662	4 847	5 317
Construction neuve	2 923	3 319	3 416	3 538
Acquisition-amélioration	503	605	704	965
Amélioration	667	738	727	814
<b>NOMBRE DE PRETS</b> (unités)	180 407	183 217	183 547	182 796
Construction neuve	119 148	119 651	118 998	109 680
Acquisition-amélioration	20 478	22 196	24 500	30 758
Amélioration	40 781	41 370	40 049	42 358
<b>MONTANT MOYEN</b> (en francs)	22 690	25 450	26 400	29 087
Construction neuve	24 532	27 739	28 706	32 257
Acquisition-amélioration	24 560	27 244	28 730	31 374
Amélioration	16 335	17 844	18 152	19 217

Tableau 19

**CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX  
D'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT,  
AU TITRE DU "1 %", EN 1985  
(non compris les travaux qui accompagnent une  
acquisition de logement ancien)**

Source : AFICIL

En %

Caractéristiques des travaux	Catégorie de logements	
	Logement locatif	Logement en acces- sion à la propriété
Mise aux normes	55,7	58,9
Amélioration de la qualité	5,1	17,8
Economie d'énergie	38,7	21,6
Autres	0,5	1,7
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

## **5 - Les "Prêts Locatifs Aidés" (PLA Amélioration - entretien)**

**2,1 milliards de francs en 1986 (en baisse de 19 % par rapport à 1985), correspondant à 9 000 logements (13 % de plus qu'en 1985)**

Les "Prêts Locatifs Aidés" ont remplacé en 1977 les différentes formes d'aides antérieures : HLMO, ILM, ...

Le financement PLA (acquisition - amélioration) est réalisé par la Caisse des Prêts aux HLM (CPHLM) et le Crédit Foncier de France (CFF).

Les bénéficiaires de ces prêts sont les bailleurs privés ou publics, en majorité des organismes HLM.

Les travaux d'amélioration - entretien à effectuer dans un logement, doivent représenter 25 % du montant de son prix d'acquisition pour que l'acquéreur puisse bénéficier d'un prêt PLA (voir les statistiques dans le tableau 6).

## **6 - Les prêts des Caisses d'Allocations Familiales (CAF)**

**0,2 milliard de francs accordés en 1986 (+ 4 % par rapport à 1985), répartis sur 30 870 prêts (le même nombre qu'en 1985)**

L'action des Caisses d'Allocations Familiales dans le cadre de l'habitat ancien vise les familles les moins favorisées.

Les prêts accordés aux allocataires sont destinés à l'amélioration de leurs logements, qu'il s'agisse de gros travaux d'installation, d'équipements sanitaires ou de travaux d'isolation.

Les prêts des Caisses d'Allocations Familiales sont versés aux allocataires avec un taux d'intérêt minime (1 %) dans la limite d'un plafond égal à 7 000 F.

90 % des bénéficiaires de ces prêts sont propriétaires de leurs logements.

Le montant global des prêts accordés par les Caisses d'Allocations Familiales en 1985 s'élève à 194 millions de francs, contre 167 millions en 1984 (En 1986, le montant des prêts est estimé à 202 M.F).

**Tableau 20**

**PRETS ACCORDES PAR LES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF)  
DU 1<sup>er</sup> JUILLET 1977 AU 31 DECEMBRE 1986 (\*)**

Source : *Caisses d'Allocations Familiales*

Prêts accordés par les Caisses d'Allocations Familiales	du 1.07.1977 au 30.06.1978	du 1.07.1978 au 30.06.1979	du 1.07.1979 au 30.06.1980	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 (**)
MONTANT TOTAL DES PRETS ACCORDES (en millions de Francs)	110,6	119,6	146,9	137,0	166,0	177,0	169,0	167,0	194,6	202,2
NOMBRE DE PRETS	18 618	19 523	23 699	23 583	27 979	28 389	26 198	25 979	30 891	30 873
MONTANT MOYEN DES PRETS (en Francs)	5 939	6 126	6 198	5 809	5 933	6 235	6 451	6 445	6 300	6 550

(\*) A partir de 1980, les statistiques des Caisses d'Allocations Familiales sont établies du 1er Janvier au 31 Décembre

(\*\*) Estimation

## C - L'ACTION DES PACT

(Protection, Amélioration, Conservation et Transformation de l'habitat) (1)

Des interventions dans 79 000 logements en 1985 (82 500 en 1984) pour un montant de travaux réalisés de 3 166 M. F (1 % de moins qu'en 1984)

La Fédération nationale des Centres PACT (Protection, Amélioration, Conservation, Transformation de l'habitat) regroupe plus de 150 centres d'amélioration du logement constitués sous forme d'associations de la loi 1901.

L'action des centres PACT se compose d'une part de la recherche auprès d'organismes de financement de moyens (primes, subventions, prêts) et d'autre part de la maîtrise d'oeuvre dans la réalisation des travaux d'amélioration de l'habitat.

Tableau 21

### STATUT D'OCCUPATION DES LOGEMENTS AMELIORES PAR L'INTERMEDIAIRE DES PACT DE 1977 A 1985

Source : PACT

En nombre de logements et %

Statuts	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PROPRIETAIRES OCCUPANTS	29 363 58,8	29 987 51,5	34 673 57,3	36 522 56,0	39 160 57,6	41 305	46 282	48 412	55 436
PROPRIETAIRES BAILLEURS	8 083 16,2	9 344 16,0	9 351 15,4	10 574 16,0	9 319 13,6				
LOCATAIRES	12 496 25,0	19 001 32,5	16 544 27,3	18 854 28,0	19 521 28,8	31 195 43,0	32 918 41,6	34 088 41,3	23 564 30,0
ENSEMBLE	42 942 100,0	58 332 100,0	60 568 100,0	66 250 100,0	68 000 100,0	72 500 100,0	79 200 100,0	82 500 100,0	79 000 100,0

(1) Les centres PACT ne financent pas directement les travaux d'amélioration - entretien du logement mais ils participent très activement à la recherche de financements auprès des organismes distributeurs (ANAH, Collectivités, Organismes sociaux, etc..) pour les personnes les plus nécessiteuses.

Tableau 22

**LOGEMENTS AMELIORES PAR L'INTERMEDIAIRE  
DES PACT EN 1985 SELON LA NATURE DES TRAVAUX**

Source : PACT

En %

Nature des travaux	
Agrandissement	2,9
Toiture	10,9
Ravalement	4,6
Isolation thermique	13,2
Chauffage	16,9
W.C	11,2
Bain	12,1
Cuisine	6,1
Electricité	7,6
Papiers peints - Sol	6,7
Autres	7,8
ENSEMBLE	100,0

Tableau 23

REPARTITION DES PRINCIPAUX FINANCEMENTS PACT  
POUR L'ENSEMBLE DES BENEFICIAIRES DE 1976 A 1985 (1)

Source : PACT

En millions de francs et %

Type de financement	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1985
APPORTS PERSONNELS	33,4	28,7	26,5	26,8	26,8	20,9	29,7	30,2	33,0
1 % DES ENTREPRISES	11,6	13,5	11,2	11,5	11,5	10,0	6,7	6,5	7,5
ANAH	12,4	10,3	11,0	10,2	10,2	8,9	11,8	12,0	16,0
ETABLISSEMENTS FINANCIERS	10,4	8,7	8,3	11,4	*	11,9	12,6	11,2	12,0
CREDIT IMMOBILIER D'H.L.M	9,4	10,7	10,4	9,6	6,8	4,0	3,8	3,9	*
CAISSE DE RETRAITES	8,0	5,8	6,2	6,1	*	5,5	5,5	6,9	7,5
COLLECTIVITES	6,7	3,3	3,0	2,1	*	3,3	3,3	-	*
ORGANISMES SOCIAUX	4,4	2,8	3,7	1,9	*	1,9	2,7	2,9	*
PAH (primes à l'amélioration de l'habitat)	-	-	-	1,1	*	4,0	3,9	3,5	4,5
DIVERS	3,8	16,2	19,7	19,4	*	29,6	20,0	22,2	*
ENSEMBLE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
TOTAL en M.F courants	704,4	818,5	1 085,4	1 239,2	1 500,0	1 909,0	2 400,0	2 900,0	3 166,0

(\*) Les postes marqués d'un astérisque n'ont pas été calculés séparément; leur total représente 44,7 % en 1980 et 19,5 en 1985.

(1) En 1984, l'ensemble des financements PACT s'élève à 3 200 millions de francs, mais on ne connaît pas leur répartition selon le type de financement..

## 3ème PARTIE

### LE MONTANT MOYEN DES TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN PAR LOGEMENT

Le montant moyen des travaux par logement varie avec la nature des travaux à réaliser, la localisation du logement, etc...

Le type de travaux réalisés avec l'aide de l'ANAH par exemple n'est pas le même que celui réalisé avec les primes d'amélioration de l'habitat (PAH).

L'âge du parc, le type de logement – individuel ou collectif – supposent des approches différentes.

L'intervention sur des logements achevés après 1948, vise beaucoup plus un "entretien" du confort qu'une "amélioration" de celui-ci (ce qui est souvent le cas de logements achevés avant 1949).

L'amélioration - entretien du logement déborde de plus en plus le cadre strict du logement pour s'occuper des "parties communes" et plus encore de l'environnement (îlot, quartier). D'où la prise en compte de deux types de coûts : coûts des travaux par logement et coûts des travaux par opération ou par dossier.

Si l'amélioration se réalise dans le cadre d'une opération programmée pour l'amélioration de l'habitat par exemple, le montant des travaux ANAH par logement est presque le double du montant des travaux consacrés à un logement, autrement, le coût moyen des travaux par logement ne dépend pas de la catégorie de confort du logement (au nombre de 3, selon la nomenclature ANAH, voir tableau 25) mais de la nature des travaux qui y sont effectués pour améliorer sa catégorie de confort d'origine.

En effet, en 1985, l'amélioration - entretien d'un logement (sans changement de catégorie), coûte entre 12 800 F et 14 700 F.

Mais si l'amélioration - entretien a pour objet de rendre plus confortable un logement, deux cas se présentent :

- 1 - Passage du logement de la catégorie 1 à la catégorie 2, ou de la catégorie 2 à la catégorie 3 : le coût moyen des travaux est trois fois plus important que lorsque le logement ne change pas de catégorie de confort, soit environ 40 600 F en 1985 (37 800 F en 1984).
- 2 - Passage du logement de la catégorie 1 à la catégorie 3 : le coût moyen des travaux par logement en 1985 est de 81 900 F (79 300 F en 1984).

Enfin le coût moyen des travaux d'un logement amélioré par l'intermédiaire de l'ANAH, quelles que soient la catégorie de confort et la nature des travaux réalisés, s'élève à 38 100 F en 1985 (39 000 F en 1984).

Ce montant est à rapprocher du coût moyen d'un logement amélioré par l'intermédiaire des PACT : 40 100 F (38 800 F en 1984).

Tableau 24

EVOLUTION DU MONTANT DES TRAVAUX MOYENS  
PAR LOGEMENT DE 1975 A 1985

Sources : PACT, ANAH, APH

En Francs

Années	Montant des travaux moyens par logements aidés ou subventionnés par		
	PACT	ANAH	PAH
1975	11 900	n.d.	n.d.
1976	13 900	n.d.	n.d.
1977	16 400	n.d.	n.d.
1978	18 600	27 300	n.d.
1979	20 500	28 300	45 200
1980	22 600	30 900	44 700
1981	27 900	36 100	46 600
1982	33 100	40 100	46 100
1983	36 600	46 600	50 200
1984	38 800	39 000	43 100
1985	40 100	38 100	n.d.

Tableau 25

MONTANTS MOYENS DES TRAVAUX PAR LOGEMENT  
AIDE PAR L'ANAH SELON SA CATEGORIE (\*) DE 1975 A 1985

Sources : ANAH

En Francs

Années	Sans changement		Passage		Sans changement	
	cat. 1	cat. 1 à cat. 2	cat. 1 à cat. 3	cat. 2	cat. 2 à cat. 3	cat. 3
1975	8 000	28 000	44 000	12 500	20 000	23 000
1976	10 200	21 600	49 700	11 400	21 800	23 700
1977	11 100	22 600	48 600	16 200	19 800	28 500
1978	15 600	23 300	43 300	12 700	20 100	28 700
1979	19 900	26 100	45 200	12 000	21 200	17 700
1980	14 260	27 500	53 700	9 500	23 300	11 700
1981	11 600	30 200	60 200	10 500	26 700	11 950
1982	12 300	33 760	68 880	11 780	32 180	n.d.
1983	13 100	38 100	77 600	12 600	35 400	n.d.
1984	14 700	40 100	79 300	12 800	35 400	13 700
1985	14 700	41 700	81 900	13 800	39 500	14 400

- (\*) Catégorie 1 : Absence W.C. intérieur et salle d'eau  
 Catégorie 2 : Présence W.C. intérieur et salle d'eau  
 Catégorie 3 : Présence W.C. intérieur, salle d'eau et chauffage central

## 4ème PARTIE

### L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT SON IMPACT SUR LA PRODUCTION DES ENTREPRISES

#### A - L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT EN 1983 (1)

Le montant des travaux d'amélioration - entretien du logement s'élève en 1983 à 79 847 millions de francs, soit 47,7 % de l'ensemble des travaux d'amélioration - entretien du Bâtiment et du Génie Civil et Agricole.

En 1983, 43 % de l'ensemble des travaux de logement sont réalisés dans l'amélioration - entretien, contre 42 % en 1981 et 40 % en 1978.

D'autre part, le pourcentage des travaux de logement consacrés à l'amélioration - entretien dépend beaucoup de la taille de l'entreprise et de son secteur d'activité :

- Les entreprises (de 0 à 10 salariés) réalisent en 1983, 67 % des travaux d'amélioration - entretien du logement, contre 69 % en 1981 et 68 % en 1978.
- Plus de 80 % des travaux d'amélioration - entretien du logement sont réalisés dans quatre secteurs : maçonnerie et travaux de béton armé, menuiserie-serrurerie, couverture-plomberie et installations sanitaires, aménagements-finitions.

Si on note une augmentation du poids des deux derniers secteurs cités entre 1978 et 1981, on remarque par contre que, seul le poids du secteur "Menuiserie-Serrurerie" a augmenté entre 1981 et 1983 passant de 12,9 % à 14,7 %.

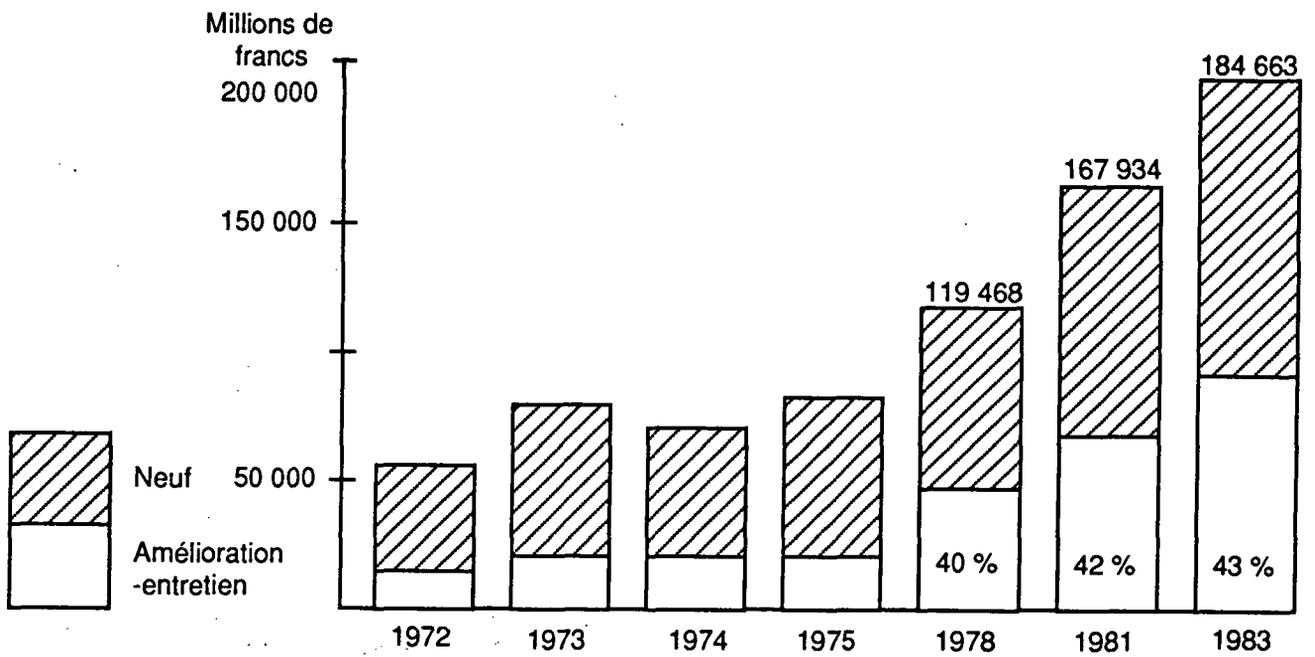
Le secteur "Maçonnerie et Travaux de Béton Armé", qui regroupe plutôt les entreprises de gros oeuvre de bâtiment, voit son poids diminuer entre 1978 et 1983, passant de 29,3 % à 27,7 %.

(1) Cf. "L'Amélioration - entretien dans le Bâtiment et le Génie Civil et Agricole" - NOTES VERTES ECONOMIQUES - n° 133 Octobre 1985 - Sous-direction des Actions Statistiques - Direction des Affaires Economiques et Internationales.

En 1983, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, font partie du champ de l'enquête annuelle d'entreprise, contrairement aux années 1984 et 1985, où les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés ne sont pas enquêtés.

### Graphique 3

#### PART DU MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DE L'ACTIVITE LOGEMENT DES ENTREPRISES DE 1972 A 1983



## B - L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT REALISE PAR LES ENTREPRISES DE PLUS DE 10 SALARIES EN 1984 ET EN 1985 (1)

Dans un contexte fortement récessif sur le secteur du logement, les travaux d'amélioration - entretien se maintiennent pratiquement en volume.

Le montant des travaux d'amélioration - entretien du logement réalisé par les entreprises de plus de 10 salariés s'élève en 1985 à 24 198 millions de francs sur un total de 75 496 millions de francs.

Il a augmenté de 3,2 % en francs courants par rapport à 1984, soit une baisse de 1 % en francs constants (2).

En 1985, l'ensemble des travaux de logement (amélioration - entretien + neuf), pour les entreprises de plus de 10 salariés, a baissé de 3,5 % en francs courants par rapport à 1984, soit une diminution en volume de 7,7 %.

Le tableau ci-dessous donne la part des entreprises de plus de 10 salariés dans l'ensemble des entreprises :

(1) Cf "L'Amélioration - entretien dans le Bâtiment et le Génie Civil et Agricole" de 1983 à 1985 - NOTES VERTES ECONOMIQUES - n° 192 Décembre 1987.

(2) On a tenu compte, pour l'évolution en volume, des indices de prix dans la branche BTP calculés pour les comptes nationaux : 1985/1984 = + 3,7 % pour le BTP  
= + 4,2 % pour l'amélioration - entretien dans le bâtiment

Tableau 26

### PART DES ENTREPRISES DE PLUS DE 10 SALARIES DANS L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES, EN TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN (1)

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

En %

Nature de l'ouvrage	1978	1981	1983 (2)
LOGEMENT	31,8	30,8	32,6
AUTRES BATIMENTS	70,2	65,9	64,9
TOTAL BATIMENT	45,6	44,2	45,9
TOTAL GENIE CIVIL ET AGRICOLE	93,4	91,3	89,5
TOTAL BGCA	53,0	52,0	54,1

(1) La part des entreprises de plus de 10 salariés dans l'amélioration - entretien est mesurée par le rapport des travaux d'amélioration - entretien réalisés par ces entreprises aux travaux d'amélioration - entretien réalisés par l'ensemble, quelle que soit leur taille.

(2) Les derniers résultats dont on dispose remontent à 1983 puisque cette année-là, l'ensemble des entreprises, quelque soit leur taille faisait partie du champ de l'enquête. L'année prochaine, les résultats sur l'année 1986 seront disponibles.

**C - MONTANTS DES TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT SELON LA NATURE DES TRAVAUX ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**

**Tableau 27**

**EVOLUTION DU MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT SELON LA NATURE DES TRAVAUX DE 1978 A 1983**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

En %

Nature des travaux	1978	1981	1983
5540 INSTALLATIONS ELECTRIQUES	8,2	6,7	7,0
5560 MACONNERIE ET TRAVAUX COURANTS DE BETON ARME	29,3	26,5	27,3
5570 GENIE CLIMATIQUE	8,3	9,2	8,8
5571 MENUISERIE - SERRURERIE	14,7	12,5	14,3
5572 COUVERTURE, PLOMBERIE ET INSTALLATIONS SANITAIRES	16,9	20,6	17,8
5573 AMENAGEMENTS - FINITIONS	19,2	21,1	21,3
AUTRES ACTIVITES	3,4	3,4	3,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0

**Tableau 28**

**REPARTITION DU MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE EN 1974, 1975, 1978, 1981 ET 1983**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

En millions de francs et en %

Taille de l'entreprise	1974	1975	1978	1981	1983
0 A 5 SALARIES	47,5	52,5	54,7	} 69,2	67,4
6 A 10 SALARIES	21,2	20,1	13,4		
11 A 19 SALARIES			9,0	} 22,4	23,3
20 A 49 SALARIES	14,3	14,2	13,4		
50 A 199 SALARIES	11,6	8,6	6,1	5,9	6,7
200 SALARIES ET PLUS	5,4	4,6	3,4	2,5	2,6
ENSEMBLE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
MONTANT TOTAL en millions de francs	21 037	21 615	48 026	70 555	79 847

Après avoir progressé de 1974 à 1981, la part des entreprises artisanales a légèrement regagné en 1983, au profit des unités plus importantes.

Tableau 29

**MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT  
SELON LA NATURE DETAILLEE DES TRAVAUX ET LA TAILLE  
DE L'ENTREPRISE EN 1979, 1981 ET 1983**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Unités en millions de francs

Nature détaillée des travaux	1978	1981 (en % selon la taille de l'entreprise)			1983 (en % selon la taille de l'entreprise)				
	Montant en millions de francs	Montant en millions de francs	de 0 à 10 sal.	de 11 à 49 sal.	50 sal. et +	Montant en millions de francs	de 0 à 10 sal.	de 11 à 49 sal.	50 sal. et +
<b>5540</b> Installations électriques de bâtiments non industriels	3 780	4 405	74	21	5	5 386	73	22	5
Installations électriques de bâtiments industriels	2	30	16	55	29	25	83	13	4
Installation électrique sans précision	156	307	80	17	3	171	79	18	3
<b>Total</b>	<b>3 938</b>	<b>4 742</b>	<b>74</b>	<b>21</b>	<b>5</b>	<b>5 582</b>	<b>73</b>	<b>21</b>	<b>6</b>
<b>5560</b> Travaux gros oeuvre maçonnerie	11 539	14 805	74	21	5	16 612	70	22	8
Travaux gros oeuvre béton armé	141	260	54	22	24	175	25	34	41
Travaux gros oeuvre sans précision	281	478	25	39	36	1 206	25	31	44
Travaux terrassements et fondations de bâtiments	493	512	63	33	4	453	82	16	2
Tous corps d'état	802	869	17	36	47	1 566	18	40	42
Ravalement et entretien façade	338	824	62	29	9	1 182	65	30	5
Travaux de démolition	84		27	57	16	59	40	34	26
Maçonnerie et travaux courants de béton armé sans précision	394	894	61	26	13	544	60	27	13
<b>Total</b>	<b>14 072</b>	<b>18 741</b>	<b>68</b>	<b>23</b>	<b>8</b>	<b>21 797</b>	<b>63</b>	<b>25</b>	<b>12</b>
<b>5570</b> Installation chauffage central	3 181	4 865	68	25	7	4 958	71	23	6
Installation ventilation et climatisation	64	213	19	31	50	259	17	32	51
Installation pour isolation	347	829	39	45	16	1 266	34	36	30
Entretien d'installation	311	267	70	19	11	227	73	20	7
Génie climatique sans précision	83	332	75	24	1	319	88	6	6
<b>Total</b>	<b>3 986</b>	<b>6 506</b>	<b>63</b>	<b>27</b>	<b>10</b>	<b>7 029</b>	<b>63</b>	<b>25</b>	<b>12</b>
<b>5571</b> Menuiserie en bois	4 201	2 002	82	16	2	2 681	77	19	4
Menuiserie métallique	212	297	75	18	7	436	58	34	8
Menuiserie s.a.i.	706	3 547	85	13	2	4 321	71	25	4
Charpente en bois	939	1 335	67	28	5	1 645	73	22	5
Serrurerie	861	1 099	77	19	4	1 625	85	14	1
Pose clôture et treillage	49	66	84	8	8	141	95	5	0
Menuiserie-serrurerie sans précision	92	506	72	26	2	546	75	22	3
<b>Total</b>	<b>7 060</b>	<b>8 852</b>	<b>79</b>	<b>18</b>	<b>3</b>	<b>11 395</b>	<b>75</b>	<b>21</b>	<b>4</b>
<b>5572</b> Couverture et zinguerie	2 922	6 713	76	19	5	6 415	75	22	3
Plomberie installation sanitaire	4 626	6 597	73	21	6	6 612	77	17	6
Travaux d'étanchéité	300	575	36	41	23	627	42	48	10
Couverture, plomberie et installations sanitaires sans précision	268	640	64	25	11	542	62	35	3
<b>Total</b>	<b>8 116</b>	<b>14 525</b>	<b>72</b>	<b>21</b>	<b>7</b>	<b>14 196</b>	<b>74</b>	<b>21</b>	<b>5</b>
<b>5573</b> Plâtrerie staff	1 604	2 639	78	18	4	2 472	71	22	7
Peinture	4 223	7 038	66	24	10	8 977	67	24	9
Vitrerie Miroiterie	553	1 001	51	37	12	935	58	23	19
Revêtement sols et murs	2 407	3 340	67	26	7	4 017	65	28	7
Aménagements de magasins	38	34	38	61	1	79	85	10	5
Travaux pour foires et expositions	0	1	8	92					
Aménagements, finitions sans précision	396	831	75	17	8	513	64	36	
<b>Total</b>	<b>9 221</b>	<b>14 884</b>	<b>68</b>	<b>24</b>	<b>8</b>	<b>16 993</b>	<b>67</b>	<b>25</b>	<b>8</b>
<b>AUTRES ACTIVITES</b>	<b>1633</b>	<b>2304</b>	<b>35</b>	<b>22</b>	<b>43</b>	<b>2 855</b>	<b>45</b>	<b>23</b>	<b>32</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>48 026</b>	<b>70 555</b>	<b>69</b>	<b>23</b>	<b>8</b>	<b>79 847</b>	<b>67</b>	<b>23</b>	<b>10</b>



**D - MESURE DE LA SPECIALISATION DES ENTREPRISES DE BATIMENT  
DANS L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT**

**Tableau 30**

**TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE ET LE DEGRE  
DE SPECIALISATION DES ENTREPRISES DE 1975 A 1983 (\*)**

Ce tableau se lit ainsi : en 1975, dans le secteur d'activité "Construction industrialisée", 51,1 % des travaux d'amélioration - entretien du logement étaient réalisés par des entreprises spécialisées à 90 % et plus dans ce type de travaux.

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Secteur d'activité	- de 5 %	De 5 % à moins de 25 %	De 25 % à moins de 50 %	De 50 % à moins de 75 %	De 75 % à moins de 90 %	90 % et +	TOTAL
<b>1975</b>							
<b>GROS-OEUVRE</b>							
Construction industrialisée	0,7	7,4	8,9	26,7	5,2	51,1	100,0
Maçonnerie	1,8	14,4	19,3	16,0	10,0	38,5	100,0
<b>Total</b>	<b>1,8</b>	<b>14,1</b>	<b>18,9</b>	<b>16,4</b>	<b>9,9</b>	<b>38,9</b>	<b>100,0</b>
<b>SECOND OEUVRE</b>							
Installation électrique	1,7	12,5	28,2	18,2	7,2	32,3	100,0
Génie climatique	0,9	11,5	12,9	25,9	10,8	38,0	100,0
Menuiserie-serrurerie	0,9	11,9	23,5	16,6	12,7	34,4	100,0
Couverture-plomberie	0,4	8,8	13,8	18,9	10,3	47,8	100,0
Aménagements-finitions	0,6	5,7	11,8	17,1	11,5	53,3	100,0
<b>Total</b>	<b>0,7</b>	<b>8,8</b>	<b>15,9</b>	<b>18,5</b>	<b>10,9</b>	<b>45,2</b>	<b>100,0</b>
<b>TOTAL GROS-OEUVRE + SECOND-OEUVRE</b>	<b>1,0</b>	<b>10,2</b>	<b>16,7</b>	<b>17,9</b>	<b>10,7</b>	<b>43,5</b>	<b>100,0</b>
<b>1978</b>							
<b>GROS-OEUVRE</b>							
Construction industrialisée	4,4	3,4	2,8	9,6	55,8	24,0	100,0
Maçonnerie	0,7	6,2	12,7	14,4	9,0	57,0	100,0
<b>Total</b>	<b>0,7</b>	<b>6,2</b>	<b>12,5</b>	<b>14,3</b>	<b>10,1</b>	<b>56,2</b>	<b>100,0</b>
<b>SECOND-OEUVRE</b>							
Installation électrique	0,2	5,3	7,3	11,4	6,0	69,8	100,0
Génie climatique	0,2	3,4	8,5	16,0	10,8	61,1	100,0
Menuiserie-serrurerie	0,4	4,0	9,0	14,5	8,7	63,4	100,0
Couverture plomberie	0,2	2,9	10,1	15,4	8,8	62,6	100,0
Aménagements-finitions	0,2	3,8	11,4	16,2	11,0	57,4	100,0
<b>Total</b>	<b>0,2</b>	<b>3,8</b>	<b>9,7</b>	<b>15,0</b>	<b>9,3</b>	<b>62,0</b>	<b>100,0</b>
<b>TOTAL GROS-OEUVRE + SECOND-OEUVRE</b>	<b>0,4</b>	<b>4,5</b>	<b>10,6</b>	<b>14,8</b>	<b>9,5</b>	<b>60,2</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Secteur d'activité	- de 5 %	De 5 % à moins de 25 %	De 25 % à moins de 50 %	De 50 % à moins de 75 %	De 75 % à moins de 90 %	90 % et +	TOTAL
<b>1981</b>							
<b>GROS OEUVRE</b>							
Construction industrialisée	2,1	7,3	16,7	17,9	8,5	47,5	100,0
Maçonnerie	0,7	7,4	12,9	18,0	12,0	49,0	100,0
<b>Total</b>	<b>0,7</b>	<b>7,4</b>	<b>13,0</b>	<b>18,0</b>	<b>11,9</b>	<b>49,0</b>	<b>100,0</b>
<b>SECOND-OEUVRE</b>							
Installation électrique	0,4	4,1	11,3	13,3	16,2	54,7	100,0
Génie climatique	0,2	3,2	9,8	17,2	12,1	57,5	100,0
Menuiserie-Serrurerie	0,4	6,3	13,9	20,3	12,5	46,6	100,0
Couverture-Plomberie	0,1	2,2	6,9	14,2	13,2	63,4	100,0
Aménagements-finitions	0,2	3,6	10,3	16,0	13,4	6,5	100,0
<b>Total</b>	<b>0,2</b>	<b>3,7</b>	<b>10,0</b>	<b>16,2</b>	<b>13,3</b>	<b>56,6</b>	<b>100,0</b>
<b>TOTAL GROS-OEUVRE + SECOND-OEUVRE</b>	<b>0,4</b>	<b>4,8</b>	<b>10,9</b>	<b>16,7</b>	<b>12,9</b>	<b>54,3</b>	<b>100,0</b>
<b>1983</b>							
<b>GROS-OEUVRE</b>							
Construction industrialisée	4,2	12,7	14,0	7,4	2,4	54,2	100,0
Maçonnerie	0,6	6,5	14,2	17,1	9,6	52,0	100,0
<b>Total</b>	<b>0,7</b>	<b>6,7</b>	<b>14,2</b>	<b>16,8</b>	<b>9,4</b>	<b>52,2</b>	<b>100,0</b>
<b>SECOND-OEUVRE</b>							
Installation électrique	0,3	4,5	10,1	15,1	11,6	58,5	100,0
Génie climatique	0,1	2,6	10,1	15,0	10,9	61,3	100,0
Menuiserie-serrurerie	0,3	5,2	11,7	15,5	10,0	57,3	100,0
Couverture-plomberie	0,1	2,9	8,7	15,7	11,7	60,9	100,0
Aménagements-finitions	0,1	3,1	9,3	13,8	13,2	60,6	100,0
<b>Total</b>	<b>0,2</b>	<b>3,6</b>	<b>9,8</b>	<b>14,9</b>	<b>11,7</b>	<b>59,8</b>	<b>100,0</b>
<b>TOTAL GROS-OEUVRE + SECOND-OEUVRE</b>	<b>0,3</b>	<b>4,5</b>	<b>11,1</b>	<b>15,5</b>	<b>11,0</b>	<b>57,6</b>	<b>100,0</b>

(\*) Le degré de spécialisation des entreprises en amélioration - entretien des logements est la part de l'activité logement de l'entreprise consacrée à des travaux d'amélioration - entretien.



Tableau 31

**TRAVAUX D'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT  
SELON LA TAILLE ET LE DEGRE DE SPECIALISATION DES ENTREPRISES  
DE 1975 A 1983**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

En %

Degré de spécialisation	Taille de l'entreprise					TOTAL
	0 à 5 salariés	6 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 199 salariés	+ de 200 salariés	
<b>1975</b>						
MOINS DE 5 %	0,2	0,8	1,6	3,7	7,1	1,0
DE 5 A MOINS DE 25 %	5,6	11,4	15,2	20,3	30,1	10,2
DE 25 A MOINS DE 50 %	14,6	18,9	20,6	17,6	10,4	16,7
DE 50 A MOINS DE 75 %	17,3	19,5	15,7	19,3	23,2	17,9
DE 75 A MOINS DE 90 %	11,3	11,5	7,6	8,5	12,0	10,7
90 % ET PLUS	51,0	37,9	39,3	30,6	17,2	43,5
<b>TOTAL</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>1978</b>						
MOINS DE 5 %	-	-	1,0	2,0	4,0	0,4
DE 5 A MOINS DE 25 %	2,0	5,0	9,0	12,0	9,0	4,5
DE 25 A MOINS DE 50 %	8,0	12,0	16,0	21,0	18,0	10,6
DE 50 A MOINS DE 75 %	13,0	14,0	18,0	21,0	28,0	14,8
DE 75 A MOINS DE 90 %	8,0	9,0	11,0	12,0	20,0	9,5
90 % ET PLUS	69,0	60,0	45,0	32,0	21,0	60,2
<b>TOTAL</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Degré de spécialisation	Taille de l'entreprise					TOTAL
	0 à 10 salariés	11 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 199 salariés	+ de 200 salariés	
<b>1981</b>						
MOINS DE 5 %	0,2	0,3	0,6	1,3	3,7	0,4
DE 5 A MOINS DE 25 %	3,3	5,0	7,3	11,8	15,3	4,8
DE 25 A MOINS DE 50 %	9,3	11,9	14,6	17,8	28,4	11,2
DE 50 A MOINS DE 75 %	16,6	16,4	18,1	14,5	15,8	16,7
DE 75 A MOINS DE 90 %	13,5	10,7	11,5	11,9	3,5	12,6
90 % ET PLUS	57,1	55,7	48,0	42,7	33,3	54,3
<b>TOTAL</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>1983</b>						
MOINS DE 5 %	0,1	0,3	0,4	0,8	3,7	0,3
DE 5 A MOINS DE 25 %	3,3	4,6	5,7	8,7	20,3	4,5
DE 25 A MOINS DE 50 %	9,7	10,9	14,0	17,1	19,2	11,1
DE 50 A MOINS DE 75 %	14,2	13,8	19,2	19,2	17,9	15,3
DE 75 A MOINS DE 90 %	10,5	12,1	12,0	12,0	6,1	11,0
90 % ET PLUS	62,2	58,3	47,7	42,2	32,6	57,7
<b>TOTAL</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

## E - DONNEES REGIONALES SUR L'AMELIORATION - ENTRETIEN DU LOGEMENT

Trois Régions, Ile de France, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, totalisent en 1978 et 1983, 36 % de l'ensemble des travaux d'amélioration - entretien du logement effectués par des entreprises qui réalisent plus de 90 % de leur chiffres d'affaires dans cette activité (1).

31 % de ces entreprises ont leur siège social dans les régions citées, et occupent en 1983, 36 % (35 % en 1978) de la population active spécialisée dans les travaux d'amélioration - entretien du logement.

En Ile de France, Lorraine et Nord - Pas de Calais, les entreprises de plus de 10 salariés réalisent entre 40 et 45 % du montant des travaux d'amélioration - entretien du logement, secteur réservé à plus de 70 % dans les autres régions (sauf l'Alsace) aux artisans et aux entreprises de 0 à 10 salariés.

Dans le Nord - Pas de Calais, l'importance des entreprises de plus de 10 salariés dans les travaux d'amélioration - entretien du logement n'a pas cessé d'augmenter, passant de 34 % en 1978 à 46 % en 1983.

Dans les régions Ile de France et Lorraine, au contraire, l'importance des entreprises de plus de 10 salariés, est restée stable de 1981 à 1983 (46 % pour l'Ile de France et 40 % pour la Lorraine).

(1) Une entreprise est spécialisée dans les travaux d'amélioration - entretien du logement lorsque plus de 90 % de son chiffre d'affaires sont réalisés dans cette activité.

TABLEAU 32

**REPARTITION DU MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-  
ENTRETIEN DU LOGEMENT REALISES DE 1978 A 1983  
SELON LA REGION ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Millions de francs et %

Régions		0 à 10 salariés	de 11 à 49 salariés	50 salariés et plus	Total
ILE DE FRANCE	1978	51,1	29,1	19,8	9 229
	1981	54,2	27,7	18,0	13 644
	1983	53,9	28,9	17,2	14 425
CHAMPAGNE-ARDENNES	1978	69,4	22,5	8,1	1 038
	1981	71,1	20,9	8,0	1 551
	1983	70,2	25,0	4,5	1 592
PICARDIE	1978	74,6	20,1	5,3	1 098
	1981	72,5	19,4	8,1	1 975
	1983	68,1	25,6	6,0	2 058
HAUTE NORMANDIE	1978	69,6	19,2	11,2	1 270
	1981	69,2	22,4	8,4	1 861
	1983	62,7	24,7	12,6	1 882
CENTRE	1978	73,9	19,9	6,2	2 303
	1981	73,1	21,7	5,2	3 401
	1983	70,0	21,0	8,9	3 767
BASSE NORMANDIE	1978	72,6	17,5	9,9	1 218
	1981	73,9	19,7	6,4	1 775
	1983	70,9	17,2	11,9	2 335
BOURGOGNE	1978	72,8	20,0	7,2	1 484
	1981	77,4	17,1	5,5	2 027
	1983	75,9	20,2	3,9	2 377
NORD-PAS-DE-CALAIS	1978	66,3	23,8	9,9	2 221
	1981	55,7	31,7	12,6	3 643
	1983	53,6	27,8	18,6	4 149
LORRAINE	1978	60,9	27,2	11,9	1 505
	1981	59,9	29,8	10,3	2 377
	1983	60,3	26,6	13,0	2 783
ALSACE	1978	66,0	25,7	8,3	1 289
	1981	64,0	28,2	7,7	1 867
	1983	63,8	28,6	7,5	2 257
FRANCHE-COMTE	1978	79,0	15,3	5,7	787
	1981	72,4	23,5	4,2	1 266
	1983	74,5	20,6	4,8	1 493

TABLEAU 32 (suite)

**REPARTITION DU MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-  
ENTRETIEN DU LOGEMENT REALISES DE 1978 A 1983  
SELON LA REGION ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Millions de francs et %

Régions		0 à 10 salariés	de 11 à 49 salariés	50 salariés et plus	Total
PAYS DE LA LOIRE	1978	71,2	22,9	5,9	2 864
	1981	72,2	21,6	6,2	3 913
	1983	72,7	19,5	7,9	4 372
BRETAGNE	1978	74,8	19,2	6,4	3 065
	1981	71,7	22,0	6,3	4 553
	1983	78,8	20,8	6,4	4 707
POITOU-CHARENTES	1978	77,8	18,3	3,9	1 725
	1981	80,8	17,1	2,1	2 390
	1983	81,1	16,6	2,3	2 749
AQUITAINE	1978	80,5	15,0	4,5	3 008
	1981	80,3	16,9	2,8	3 792
	1983	74,6	17,8	7,6	4 582
MIDI-PYRENEES	1978	78,8	18,6	3,1	2 035
	1981	79,6	17,1	3,2	2 959
	1983	75,5	20,6	3,8	3 485
LIMOUSIN	1978	70,8	21,6	7,6	601
	1981	76,2	20,0	3,8	976
	1983	79,5	15,4	5,2	1 020
RHONE-ALPES	1978	68,4	23,2	8,4	4 549
	1981	73,0	20,4	6,6	6 626
	1983	68,4	23,9	7,8	8 441
AUVERGNE	1978	83,2	11,9	4,9	1 062
	1981	73,8	19,9	6,3	1 609
	1983	76,1	18,4	5,6	2 044
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1978	72,2	25,2	3,6	1 721
	1981	84,3	13,1	2,6	2 458
	1983	76,4	20,1	3,5	2 903
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	1978	68,0	22,4	9,6	3 709
	1981	74,9	20,5	4,6	5 472
	1983	70,8	24,4	4,8	5 978
CORSE	1978	77,5	18,7	3,8	245
	1981	73,2	24,7	2,1	314
	1983	68,7	23,0	8,3	456
FRANCE ENTIERE	1978	68,2	22,4	9,4	48 026
	1981	69,2	22,5	8,3	70 555
	1983	67,4	23,3	9,3	79 847

TABLEAU 33

**REPARTITION DES ENTREPRISES QUI REALISENT PLUS DE 90 %  
DE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES EN AMELIORATION-ENTRETIEN  
DU LOGEMENT DE 1978 A 1983 SELON LA REGION ET LA TAILLE DE  
L'ENTREPRISE**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Nombre d'entreprises et %

Régions		0 à 10 salariés	de 11 à 49 salariés	50 salariés et plus	Total
ILE DE FRANCE	1978	93,5	5,8	0,7	15 507
	1981	92,5	6,7	0,8	15 661
	1983	92,4	6,8	0,9	14 811
CHAMPAGNE-ARDENNES	1978	96,9	3,7	0,3	2 922
	1981	97,4	2,3	0,3	2 497
	1983	96,1	3,6	0,3	2 686
PICARDIE	1978	96,7	3,1	0,2	3 162
	1981	95,8	3,8	0,4	3 129
	1983	95,4	4,4	0,2	3 097
HAUTE NORMANDIE	1978	96,2	3,3	0,5	2 827
	1981	94,8	4,9	0,3	2 908
	1983	95,7	3,8	0,5	2 457
CENTRE	1978	96,3	3,5	0,2	5 058
	1981	96,6	3,1	0,3	4 987
	1983	96,8	3,0	0,2	5 308
BASSE NORMANDIE	1978	98,5	1,2	0,3	3 105
	1981	97,3	2,6	0,1	3 011
	1983	97,5	2,2	0,2	3 396
BOURGOGNE	1978	96,9	2,8	0,3	3 976
	1981	97,4	2,4	0,2	3 377
	1983	96,8	3,1	0,1	3 982
NORD-PAS-DE-CALAIS	1978	94,3	5,3	0,4	4 684
	1981	92,1	7,2	0,7	4 514
	1983	94,5	4,9	0,7	4 742
LORRAINE	1978	95,5	4,0	0,5	3 678
	1981	94,9	4,6	0,5	3 259
	1983	94,4	4,9	0,7	3 639
ALSACE	1978	94,5	5,1	0,4	2 638
	1981	93,9	3,4	0,7	2 470
	1983	93,0	6,5	0,5	2 287
FRANCHE-COMTE	1978	97,9	2,0	0,1	2 199
	1981	96,1	4,7	0,2	2 024
	1983	96,4	3,4	0,3	1 925

TABLEAU 33 (suite)

REPARTITION DES ENTREPRISES QUI REALISENT PLUS DE 90 %  
DE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES EN AMELIORATION-ENTRETIEN  
DU LOGEMENT DE 1978 A 1983 SELON LA REGION ET LA TAILLE DE  
L'ENTREPRISE

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Nombre d'entreprises et %

Régions		0 à 10 salariés	de 11 à 49	50 salariés salariés	Total et plus
PAYS DE LA LOIRE	1978	94,5	3,3	0,2	6 221
	1981	96,8	2,9	0,3	5 855
	1983	96,4	3,3	0,3	5 876
BRETAGNE	1978	97,4	1,5	0,1	6 866
	1981	96,8	3,2	0,2	5 403
	1983	97,0	2,8	0,1	6 700
POITOU-CHARENTES	1978	97,6	2,2	0,2	4 988
	1981	97,6	2,4	—	4 341
	1983	97,5	2,5	0,1	4 933
AQUITAINE	1978	97,7	2,1	0,2	8 696
	1981	97,6	2,3	0,1	7 244
	1983	97,8	2,1	0,1	8 373
MIDI-PYRENEES	1978	98,2	1,7	0,1	7 728
	1981	98,1	1,9	—	6 298
	1983	97,7	2,2	—	7 221
LIMOUSIN	1978	95,7	4,2	0,1	1 894
	1981	97,6	2,2	0,2	2 203
	1983	98,2	1,6	0,2	1 838
RHONE-ALPES	1978	96,4	3,4	0,2	11 282
	1981	97,2	2,6	0,2	10 916
	1983	95,1	4,5	0,4	11 191
AUVERGNE	1978	97,9	1,9	0,2	3 819
	1981	96,1	3,6	0,3	3 086
	1983	96,7	3,1	0,2	3 665
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1978	96,5	3,3	0,2	5 402
	1981	97,8	2,1	0,1	5 295
	1983	97,5	2,4	0,1	5 320
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	1978	96,5	3,4	0,1	9 980
	1981	96,6	3,2	0,2	8 566
	1983	96,7	3,2	0,1	9 755
CORSE	1978	97,2	2,7	0,1	934
	1981	97,1	2,8	0,1	863
	1983	97,2	2,6	0,2	810
FRANCE ENTIERE	1978	96,4	3,6	—	117 566
	1981	96,0	3,6	0,4	107 907
	1983	96,0	3,7	0,3	114 012

TABLEAU 34

**POPULATION ACTIVE DES ENTREPRISES  
QUI REALISENT PLUS DE 90 % DE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES  
EN AMELIORATION-ENTRETIEN DU LOGEMENT DE 1978 A 1983  
SELON LA REGION ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Nombre d'actifs et %

Régions		0 à 10 salariés	de 11 à 49 salariés	50 salariés et plus	Total
ILE DE FRANCE	1978	49,9	27,4	22,8	75 262
	1981	43,9	26,2	29,9	86 941
	1983	50,2	31,0	18,8	71 219
CHAMPAGNE-ARDENNES	1978	71,9	20,6	7,5	9 066
	1981	79,3	15,8	4,9	8 574
	1983	67,1	24,2	8,7	8 377
PICARDIE	1978	73,8	19,6	6,7	10 184
	1981	67,3	20,0	12,7	11 323
	1983	69,7	25,9	4,4	10 077
HAUTE NORMANDIE	1978	63,2	18,2	18,7	11 216
	1981	63,8	26,7	9,5	9 871
	1983	52,8	22,6	24,7	9 368
CENTRE	1978	73,9	19,7	6,4	17 438
	1981	74,5	18,7	6,7	18 576
	1983	72,8	17,9	9,3	17 345
BASSE NORMANDIE	1978	82,7	9,8	7,5	9 087
	1981	79,2	17,2	3,6	9 654
	1983	73,6	14,7	11,6	11 266
BOURGOGNE	1978	75,6	15,3	9,0	12 881
	1981	77,0	16,4	6,6	11 268
	1983	77,2	19,2	3,7	12 063
NORD-PAS-DE-CALAIS	1978	63,7	25,6	10,7	18 702
	1981	53,6	33,3	13,1	20 515
	1983	53,6	26,9	19,5	19 406
LORRAINE	1978	54,5	23,4	22,2	13 535
	1981	60,1	26,4	13,5	13 300
	1983	51,8	23,3	24,9	16 504
ALSACE	1978	64,1	26,0	9,9	10 466
	1981	61,9	26,1	12,2	11 036
	1983	43,8	24,5	31,7	13 333
FRANCHE-COMTE	1978	78,5	16,8	4,7	6 695
	1981	74,6	22,1	3,4	6 833
	1983	71,7	22,2	6,1	5 969

Tableau 34 (suite)

**POPULATION ACTIVE DES ENTREPRISES  
QUI REALISENT PLUS DE 90 % DE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES  
EN AMELIORATION-ENTRETIEN DU LOGEMENT DE 1978 A 1983  
SELON LA REGION ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE)

Nombre d'actifs et %

Régions		0 à 10 salariés	de 11 à 49	50 salariés salariés	Total et plus
PAYS DE LA LOIRE	1978	76,2	19,0	4,8	21 413
	1981	70,8	18,6	10,6	20 279
	1983	66,4	20,3	13,3	20 129
BRETAGNE	1978	78,2	17,1	4,7	22 141
	1981	73,8	21,6	4,6	18 577
	1983	71,6	20,2	8,2	18 820
POITOU-CHARENTES	1978	78,3	15,5	6,2	14 171
	1981	80,5	17,9	1,6	13 014
	1983	79,5	18,7	1,9	14 038
AQUITAINE	1978	80,4	15,6	4,0	25 014
	1981	76,9	16,7	6,4	20 398
	1983	77,0	16,9	6,1	22 449
MIDI-PYRENEES	1978	84,1	13,8	2,1	18 600
	1981	82,5	15,8	1,7	16 078
	1983	76,6	19,4	4,0	16 610
LIMOUSIN	1978	69,3	28,5	2,2	5 372
	1981	77,8	17,8	4,4	5 498
	1983	76,9	17,4	5,7	4 147
RHONE-ALPES	1978	69,7	23,1	7,2	34 268
	1981	72,3	18,4	9,0	32 749
	1983	62,6	25,0	12,5	38 528
AUVERGNE	1978	79,2	14,7	6,1	11 003
	1981	68,3	24,0	7,7	9 420
	1983	68,5	23,0	8,6	10 544
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1978	69,7	25,5	4,8	15 737
	1981	81,2	15,2	3,5	13 299
	1983	78,3	19,5	2,3	13 567
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	1978	73,8	22,1	4,1	30 068
	1981	70,0	19,5	10,5	28 354
	1983	69,8	24,7	5,6	26 775
CORSE	1978	75,2	16,7	8,1	2 385
	1981	69,4	27,8	2,8	1 904
	1983	64,6	26,0	9,4	1 976
FRANCE ENTIERE	1978	68,9	21,1	10,1	394 504
	1981	65,5	21,7	12,7	387 461
	1983	64,3	23,4	12,3	382 512